

Faits Saillants

- Rencontre du Groupe Sectoriel de Protection avec l'Expert Indépendant sur la situation des droits de l'Homme au Mali le 9 octobre
- Rencontre du Groupe Sectoriel de Protection avec les Bailleurs des Fonds le 16 octobre;
- La deuxième phase des pourparlers de paix a débuté à Alger le 21 Octobre.

Contexte Politique et Sécuritaire

Les pourparlers d'Alger sont rentrés dans leur deuxième phase le 21 Octobre avec la présentation par l'équipe de Médiation d'un document de compromis qui devrait servir de base de discussion pour l'accord de paix dont la signature est attendue par les parties lors de la troisième phase des négociations qui débutera le 26 Novembre prochain. Cependant les tensions enregistrées au Mali en octobre entre groupes armés et la milice GATIA risquent d'affecter le déroulement des discussions.

Au nord du pays la mission UN de maintien de la paix MINUSMA continue d'être ciblée par les attaques des groupes islamistes qui, courant octobre, ont causé la mort de 9 militaires nigériens et d'un soldat sénégalais. Au total, 30 casques bleus ont été tués depuis le 1er juillet 2013, début de cette mission onusienne

Le 29 Octobre, lors d'une mission de neutralisation d'éléments terroristes lancée dans le massif du Tigharghar, un militaire français de l'opération Barkhane a perdu la vie.

Groupe Sectoriel de Protection (GSP)

Le GSP a rencontré sur sa demande, l'Expert Indépendant sur la situation des droits de l'Homme au Mali le 9 octobre 2014. Saisissant cette opportunité et à la veille de la participation de l'Expert Indépendant (EI) aux pourparlers à Alger, le GSP lui a adressé une note de plaidoyer résumant les principales préoccupations en matière de protection assorties de recommandations en vue d'améliorer l'environnement de protection au Mali. L'EI, en retour, a marqué sa satisfaction pour la rencontre qui a permis d'échanger avec les membres du GSP et a promis de plaider pour la prise en compte dans les accords et négociations d'Alger, des préoccupations d'ordre humanitaire soulevées par le GSP, dont le respect des principes humanitaires et de la protection des civils. Cette troisième visite de l'EI a été sanctionnée par un communiqué de presse qui prenait en compte un des points soulevés dans la note de plaidoyer du GSP notamment la lutte contre l'impunité.

Dans le cadre du transfert progressif de compétence de la Commission Mouvement de Population (CMP) au gouvernement malien de la responsabilité de la récolte et d'analyse des données concernant les mouvements de population, les membres du GSP dont l'équipe de coordination, ont participé le 23 octobre à une réunion ad hoc au cours de laquelle le plan d'action de cogestion de la CMP par OIM et la Direction Nationale du Développement Social «DNDS» a été développé et les termes de référence du groupe revus.

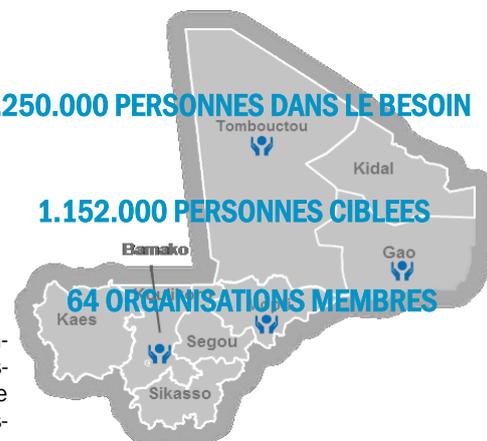
Dans le cadre de l'appui aux différents Sous-groupes Sectoriels Protection de l'Enfance (SGS-PE) et Violences Basées sur le Genre (SGS-VBG), la coordination du GSP a facilité une rencontre le 29 octobre entre le groupe de travail «Accès à la Justice et Etat de Droit» (GT-AJED) et les acteurs intervenant dans la protection de l'enfance. La rencontre a porté sur la situation des enfants détenus au motif de leur association aux forces et groupes armés. Cette réunion qui s'est tenue à l'UNHCR, a permis de convenir des étapes importantes dont le partage des informations sur la situation de ces enfants avec le groupe de cinq avocats constitué par la Clinique Juridique «DEME-SO» membre du GT-AJED, pour analyser leurs cas et faire des interventions auprès des autorités pénitentiaires et judiciaires ainsi que d'informer les membres du GSP de toute autre action requise de leur part.

Le Groupe Consultatif Stratégique (GCS) du GSP a rencontré des bailleurs de fonds le 16 octobre en vue de présenter le GSP Mali, ses principales activités et réalisations ainsi que les défis/contraintes auxquels le secteur Protection est confronté au Mali. Ce fut l'opportunité d'échange entre le GCS et les bailleurs de fonds renforçant ainsi la collaboration entre acteurs de développement et de l'humanitaire. Le GCS a plaidé pour l'augmentation du financement des activités de protection. Cette rencontre a connu la participation du Coordinateur Humanitaire, du Représentant du HCR et du Chef de Bureau par intérim de OCHA. Elle a eu comme impact, le renforcement de la présence des bailleurs de fonds dans les réunions du GSP et l'organisation de rencontres bilatérales afin de mieux échanger les informations pertinentes pour répondre efficacement aux besoins de protection identifiés au Mali.

2.250.000 PERSONNES DANS LE BESOIN

1.152.000 PERSONNES CIBLEES

64 ORGANISATIONS MEMBRES



Evénements

24 novembre, mini-atelier de préparation du HNO 2015 du GSP
Saoudatou Bah-Mansare,
bahs@unhcr.org

25 novembre, lancement des 16 Jours d'activisme contre les VBG. Le thème annuel est: «De la paix chez soi à la paix dans le monde : défions le militarisme et mettons fin à la violence contre les femmes» @MPFEF

Lamine Traoré, ltraore@unfpa.org

25 novembre, Réunion du Sous-groupe sectoriel VBG @UNFPA

Lamine Traoré, ltraore@unfpa.org

26 novembre, Atelier préparation intersectorielle OCHA du HNO 2015

David Cibonga, cibonga@un.org

26 novembre, Réunion du Groupe de Travail Lutte Antimines Humanitaire@UNMAS

Camille Aubourg, camillea@unops.org

27 novembre, Réunion du Groupe Sectoriel de Protection @UNHCR

Saoudatou Bah-Mansare,
bahs@unhcr.org

Comme autre résultat de la rencontre, figurait la requête de l'Ambassade de France au Mali qui a abouti à l'organisation d'une réunion par la coordination du GSP le 24 octobre entre le GSP et Mme Gaëlle Abily Vice-Présidente du Haut Conseil Régional pour l'Égalité entre Femmes et Hommes de Bretagne (en mission au Mali). La réunion a permis aux membres du GSP de discuter avec Mme Abily sur les problèmes de protection des femmes survivantes de violence sexuelle en situation après-conflit et de lui soumettre en guise de plaidoyer, des recommandations relatives à l'écart entre les conventions internationales ratifiées par le Mali afin d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes et la législation nationale ainsi qu'aux besoins de financement des activités de réinsertion socio-économique de ces femmes.

Accès à la Justice et Etat de Droit (AJED)

Dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'action opérationnelle du GT-AJED pour 2015, la coordination du GT-AJED a débuté depuis le 20 octobre 2014 des séances de travail avec quelques organisations nationales membres dont les discussions ont principalement porté sur l'identification des rôles et actions d'appui à l'accessibilité des victimes à la justice de chaque organisation au sein du GT-AJED. L'objectif principal est la mise en place d'un plan d'action opérationnelle du GT-AJED qui permettra aux membres de travailler en synergie en vue de faciliter l'accès des victimes de la crise du nord à la justice mais aussi de lutter contre l'impunité. Ainsi, les premières séances de travail ont été réalisées avec WILDAF, la clinique juridique DEME-SO, AMDH et ASF.

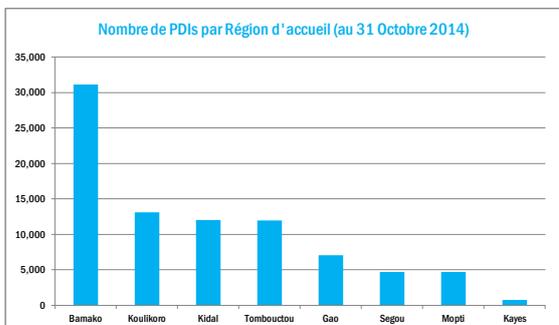
Violences Basées sur le Genre (VBG)

Les activités des membres du sous cluster VBG pour le mois d'octobre ont principalement portées sur le recyclage en termes de renforcement des capacités de 35 de ses membres sur le Système de Gestion de l'Information sur les Violences Basées sur le Genre (GBVIMS) à Ségou en vue de son établissement au Mali. Un protocole de partage d'information sera suite à cette formation mis en œuvre sous peu. OXFAM a par ailleurs bénéficié d'un appui technique de UNFPA pour la formation de son staff et de 25 de ses partenaires sur la prise en charge psychosociale à Gao. UNPOL, MINUSMA et UNFPA (qui appui l'EUTM) ont formés plus de 740 éléments des forces de défense et de sécurité du Mali sur les VBG (problématique, réponse et système de référence) et sur la protection des femmes en situation de conflit armé; le renforcement des mécanismes de référencement et de prise en charge des survivantes de VBG à travers, entre autres, l'implication directe des communautés.

Lutte Anti-mines Humanitaire (LAMH)

Au 29 Octobre 2014, 126 victimes de Restes Explosifs de Guerre (REG) sont comptabilisées sur l'ensemble du territoire Malien, dont 69 enfants. Une évaluation de la situation sanitaire et socio-économique des victimes de mines/REG et de leurs familles est actuellement en cours dans les régions de Gao et de Tombouctou, dans le cadre d'un projet d'assistance aux victimes mis en œuvre par l'ONGI Handicap International (le rapport de l'évaluation sera finalisé en Décembre 2014). Entre le 1er janvier et le 30 septembre 2014, le nombre total de personnes bénéficiaires des activités de sensibilisation aux risques des mines/REG dans les régions affectées (Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal) est estimé à 151,659 personnes. Une mission a notamment été menée par les équipes de l'ONG MAG dans la zone de Tabankort (Région de Gao) entre le 29 Août et le 5 Octobre 2014. Elle a permis de sensibiliser près de 500 personnes dans 11 villages et d'identifier un total de 27 zones à risque qui ont été rapportées à l'équipe de dépollution de la MINUSMA pour leur intervention rapide. La zone de Tabankort est en effet considérée comme prioritaire par le GT-LAMH car plusieurs accidents par REG sur des civils ont eu lieu au mois d'Août 2014.

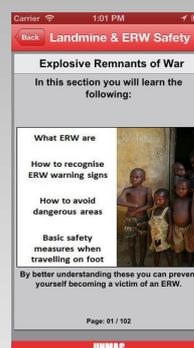
Mouvements de Population (CMP)



Au 31 octobre 2014, 16.687 ménages, soit 86.026 personnes déplacées internes, ont été recensés suite au conflit de 2012 et après les événements de 2014.

Depuis le début de la crise, 339.428 PDI sont retournées à Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal.

Sauver des vies avec l'application UNMAS sur les Mines et Restes Explosifs de Guerre



Le Service de Lutte Antimines des Nations Unies (UNMAS) a conçu une application qui est à la fois un outil pédagogique et un outil de travail pour les professionnels du secteur de la lutte antimines, ayant pour objectif de minimiser le risque d'accidents.

Un outil pédagogique

L'application vise à sensibiliser les utilisateurs sur les risques liés à la menace explosive Restes Explosifs de Guerre (REG), mines, et Engins Explosifs Improvisés (EEL), ainsi qu'à fournir des informations relatives aux comportements et procédures à adopter face à cette menace, pour les organisations et individus vivant et travaillant à proximité des zones affectées.

Après avoir complété les différents modules de formations, les utilisateurs peuvent passer un test afin d'évaluer leur niveau de connaissance sur les mines et les REG. En cas de réussite, un certificat UNMAS leur sera attribué.

Un outil de travail pour rendre compte de la menace

L'application permet également aux professionnels du secteur de la lutte antimines de rapporter tout engin ou zone suspecte directement à UNMAS. L'application permet en effet de photographier et de prendre les coordonnées GPS d'une zone ou d'un engin dangereux et d'envoyer les données directement à UNMAS par email. Les informations soumises sont alors enregistrées dans une base de données pour y être traitées par les équipes d'UNMAS ou par leurs partenaires de mise en œuvre.

Vos efforts en utilisant cette application peuvent donc sauver des vies et permettre de réduire les risques liés aux mines et REG pour les populations et les travailleurs humanitaires vivant et intervenant à proximité des zones affectées.

Plus d'informations [ici](#)
Téléchargement [Android](#)
Téléchargement [iTunes](#)

Contact UNMAS Mali :

Camille Aubourg – Humanitarian Mine Action Coordinator
camillea@unops.org
+223 91581438

Coordination Groupe Sectoriel de Protection Mali – Contacts:

Coordinatrice: Saoudatou Bah Mansare, bahs@unhcr.org
Co-Facilitatrice: Natalia Al-Bani Asensio, cluster-cofac@drc-wa.org
Administratrice de Gestion de l'Information: Giorgia Tomieri, tomieri@unhcr.org

<https://mali.humanitarianresponse.info/fr/clusters/protection>